



Russie : la crise aussi

Classée parmi les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) la Russie donne l'apparence d'un pays en développement où la crise n'aurait fait qu'une brève incursion en 2008. La réalité est tout autre et les signes d'une grave crise s'y profilent aussi. Pourtant, alors que dans les pays de l'Europe et aux USA, patronat et gouvernement fustigent le : « trop d'État » et le « coût du travail » comme l'une des causes de ce qu'il appellent leur manque de compétitivité (lire de réalisation de taux de profit à leurs yeux insuffisants), la Russie se caractérise par des bas salaires, à l'exclusion de quelques segments de la production comme le gaz et le pétrole, et une liquidation quasi totale des acquis sociaux. Dans le même temps, le pillage de la propriété sociale et l'extorsion des richesses liées au gaz et au pétrole sont les points saillants des pratiques d'une nouvelle bourgeoisie profondément liée à l'appareil d'État, voire constitutif de celui-ci. À l'autre pôle, la plupart des salariés n'en finissent pas de voir leur statut social se dégrader par l'absence de protection sociale, l'augmentation des loyers municipaux, le chômage, l'augmentation des prix le tout sous un régime de corruption généralisée et de coercition policière ou de milices privées à la solde des possédants. Dans ces conditions, le mécontentement grandit et le pouvoir cherche des pare-feux à une réelle contestation sociale qui s'exprime dans des actions diversifiées. Poutine et Medvedev à la tête de l'État représentent un compromis entre des groupes capitalistes aux intérêts différents. Le premier est plus ancré dans le capitalisme Russe, le second est plus lié au capital étranger, mais l'un et l'autre savent taire leurs divergences lorsque les intérêts vitaux de la bourgeoisie sont en jeu. Ensemble, ils cherchent à couvrir le maximum de terrain politique. Poutine par exemple propose un : « front populaire » pour défendre la Russie, front populaire qui rassemblerait le « peuple russe », Medvedev avance lui l'idée d'un « front de la modernisation » pour en finir avec les derniers acquis de l'URSS. Mais l'un et l'autre sont favorables aux privatisations et tentent d'engager un nouveau programme dans ce sens, dans les secteurs des hydrocarbures, de l'énergie, des banques. Il est clair que les dernières élections partielles montrent que l'« Unité de la Russie » (le parti au pouvoir) a atteint ses limites et ne peut guère constituer une base de rassemblement suffisante. Ce d'autant que la seule force réelle d'opposition : le Parti Communiste de la Fédération de Russie progresse et s'efforce de rassembler dans un front du changement, sur une base socialiste, les forces politiques et sociales qui représentent la masse des salariés et des paysans spoliés par la destruction de l'URSS. Cette démarche commence à produire des effets concrets avec l'appui de fédérations syndicales et d'organisations sociales de masse. Il est vrai que le terrain de la contestation s'élargit et s'approfondit. Il n'est pas rare d'entendre maintenant des jeunes qui ont à peine connu l'URSS regretter son effondrement. Beaucoup disent qu'à cette époque c'était quand même les besoins des salariés qui étaient au centre de la politique de l'État, ce qui n'est plus le cas manifestement aujourd'hui. Il faudra donc suivre avec attention la préparation de l'élection présidentielle de 2012 en Russie.

Correspondant particulier Moscou